# Interview de J. Attali

*Je suis un blaireau : stressé d’apprendre que notre entrevue ne durerait que 5 minutes, j’ai fait une fausse manip’ avec le micro et je ne me suis rendu qu’à la fin que ça n’enregistrait pas… C’est dommage car Attali est allé à l’essentiel. C’est donc moins intéressant que mes autres interviews (qui rentrent plus dans le fond des choses), mais ça aurait été la plus adaptée à diffuser. J’ai fait de mon mieux pour reproduire ce qu’Attali a dit, mais évidemment il n’a pas prononcé mot pour mot ce qui suit.*

**Adrien Fabre :** Quel est votre principal objectif politique ?

**Jacques Attali :** La politique doit consister à assurer à chacun le meilleur temps sur Terre.

**A.F. :** À l’aune des intérêts de quel groupe jugez-vous une mesure politique ?

**J.A. :** Je juge une mesure en fonction du bien-être qu’elle permet aux personnes du pays dans lequel elle est prise.

**A.F. :** Que pensez-vous de la mesure suivante : une ou des banques centrales crédibles, comme la BCE ou la Fed, créerait de la monnaie et la donnerait (au lieu de créer de la monnaie par le crédit, comme ça s’est fait jusqu’à maintenant), au 2 milliards d’humains les plus démunis ?

**J.A. :** C’est le *moral hazard*. On ne peut pas donner quelque chose sans contrepartie. Dans ce que vous proposez, ce sont les européens qui paient pour le Sud, puisqu’ils donnent une partie de leur monnaie.[[1]](#footnote-1)

**A.F. :** Oui, c’est le but.

**J.A. :** La redistribution ne passe pas par la création monétaire, elle passe par la fiscalité. Ce n’est pas à la BCE de donner de l’argent aux pauvres, c’est à la Banque mondiale, qui redistribue les contributions de ses membres.

**A.F. :** Certes, cela revient au même ; je propose la création monétaire par le don car je pense que ce serait mieux accepté par les populations du Nord qu’une hausse de la fiscalité. Vous êtes donc pour une fiscalité mondiale ?

**J.A. :** Oui, c’est la seule façon de réduire les inégalités.

**A.F. :** Quels livres d’économie conseillez-vous ?

**J.A. :** *Capitalisme, socialisme et démocratie*, de J. Schumpeter, et pour un livre contemporain, *L’argent*, de P. Jorion.

**A.F. :** À propos de Jorion, que pensez-vous de sa préconisation d’interdire la spéculation ?

**J.A. :** Je suis pour, il a raison. Le problème est que ça nécessite une régulation financière mondiale, qui n’est pas à l’ordre du jour.

**A.F. :** Êtes-vous pour une démocratie mondiale ?

**J.A. :** Oui, je suis pour un état de droit démocratique mondial, c’est dans mon livre *Demain, qui gouvernera le monde ?*. Aujourd’hui tout se passe au niveau mondial. Une gouvernance mondiale est la condition *sine qua non* pour combattre les inégalités. Malheureusement ce n’est pas à l’ordre du jour, les gouvernements ne veulent pas renoncer à leur pouvoir. L’avenir ne débouchera pas sur une démocratie mondiale, mais sur le chaos.

**A.F. :** Vous leur avez demandé ? N’ont-ils pas conscience de la nécessité d’une démocratie mondiale ? Qu’en disent-ils ?

**J.A. :** Ce n’est pas leur préoccupation. Ils veulent satisfaire leurs électeurs. Il faut que les gens comprennent qu’à notre époque, l’égoïsme passe nécessairement par l’altruisme, c’est le sujet de mon dernier livre, *Devenir soi*.

**A.F. :** Mais n’y a-t-il pas plusieurs sortes d’altruisme ? On peut être altruiste en étant nationaliste, ou étant humaniste, non ?

**J.A. :** Non, le nationalisme n’est pas de l’altruisme.

**A.F. :** Est-il important d’augmenter le PIB ?

**J.A. :** Le PIB ne mesure plus rien. Le PIB n’inclue pas les dépenses environnementales. L’espérance de vie peut augmenter alors que le PIB baisse, par exemple. Cependant, le PIB dit quand même quelque chose de l’activité d’un pays. Notamment, lors d’une récession, le chômage augmente. Cela pourrait se passer différemment s’il y avait une réduction des inégalités, mais en absence de redistribution des richesses, il faut chercher la croissance.

**A.F. :** De quelle décision êtes-vous fier ?

**J.A. :** Je ne prends pas de décision, un conseil : soyez plus précis.

**A.F. :** De quels conseils êtes-vous fier ? Y a-t-il un conseil que vous regrettez ?

**J.A. :** Je ne regrette aucun conseil. Je regrette que tous mes conseils n’aient pas été suivis. Je suis fier des 300 propositions (*NDLR :* du *rapport pour la libération de la croissance* remis à N. Sarkozy en 2008).

**A.F. :** J’ai lu vos deux rapports (*libérer la croissance* et *pour une économie positive*), vous semblez avoir changé de vision entre 2008 et 2013.

**J.A. :** Mmmmh…

**A.F. :** Dans le premier, vous proposez des mesures d’économies et de compétitivité[[2]](#footnote-2) ; dans le second, vous préconisez d’investir dans l’économie sociale, solidaire et écologique.

**J.A. :** Les deux rapports ne sont pas incompatibles. Je suis toujours attaché à diminuer la dette, car c’est un fardeau qui pèse sur les générations futures : la vôtre.

**A.F. :** Est-ce que les réductions de dépenses que vous recommandez dans *libérer la croissance* n’ont pas un effet récessif, donc contre-productif pour réduire la dette ?

**J.A. :** Oui, réduire les prestations sociales a un effet récessif, mais il faut payer la dette. La dette sera payée soit par le contribuable (*NDLR :* consolidation budgétaire par une hausse des impôts), soit par les épargnants (*NDLR*: inflation ou défaut sur la dette).

(*NDLR* : je ne me souviens plus précisément du dernier passage, c’est dommage)

1. *NDLR :* le raisonnement d’Attali ici est que l’euro vaudra moins que le dollar, puisqu’il y aura plus d’euros qu’avant en circulation, donc les européens s’appauvrissent comparé au reste du monde. Le raisonnement reste valable si la Fed et la Banque de Chine donnent également de l’argent, puisqu’il y aura redistribution de la richesse totale : le Nord aura autant de monnaie et le Sud en aura plus, donc le Nord aura moins de biens et services à production mondiale égale [↑](#footnote-ref-1)
2. *NDLR :* l’acte 2 du rapport, remis en 2010, recommande de ramener le déficit public à 3% du PIB en économisant 75 milliards en trois ans : 25 en s’attaquant aux niches fiscales, 10 par un gel du point d’indice des fonctionnaires, le non-remplacement d’un fonctionnaire sur deux, le gel de certaines prestations sociales, 19 par des économies dans le fonctionnement de l’État, 10 dans celui des collectivités locales, 11 sur les retraites et le remboursement des médicaments [↑](#footnote-ref-2)